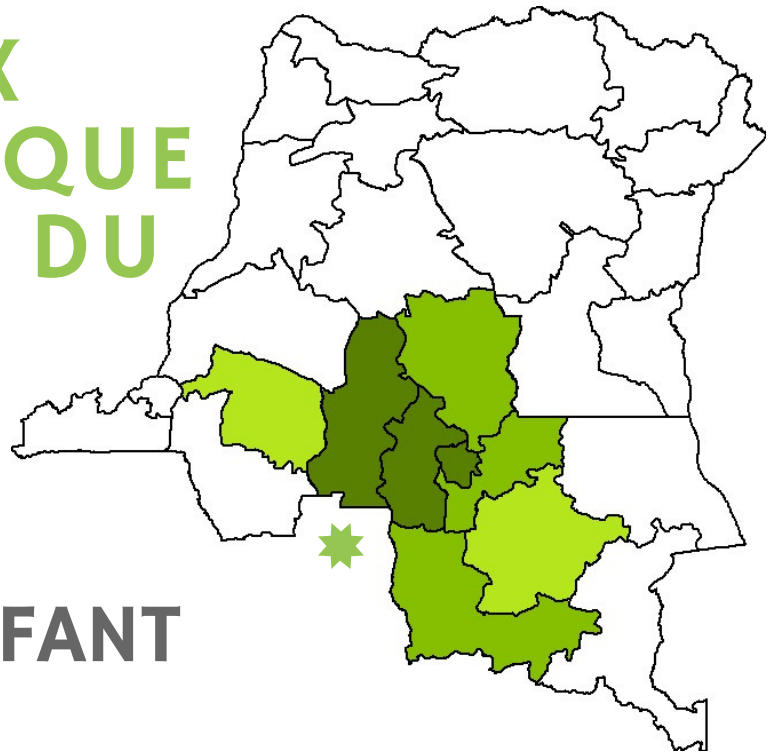


LA CRISE AUX KASAÏS, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



BESOINS DE LA PROTECTION DE L'ENFANT



40% à 60% des effectifs des milices sont des enfants, souvent âgés de moins de 15 ans, fait qui constitue un crime de guerre. **Plus de 500 cas d'enfants utilisés comme combattants ou boucliers humains** par des milices ont été enregistrés.



La population et **les enfants en particulier demeurent dans un état profond de panique et de choc**. Les enfants montrent des signes de détresse psychosociale et ont peur de s'éloigner de leurs parents.



Plus de 300 enfants ont été arrêtés à Kananga et à Tshikapa depuis août 2016. Grâce à l'action des acteurs de protection de l'enfant, **seule une dizaine d'enfants reste actuellement en détention** à Kananga. Les conditions dans les cellules sont très précaires. Une dizaine d'enfants ont été signalés comme **victimes de tortures**.



Plus de 400 écoles attaquées vérifiées, dont plus de 260 détruites (affectant plus de 100.000 enfants dont 41% de filles) et plus de **170 centres de santé attaqués** dans les seules provinces du Kasai et Kasai central.



Au moins 5.000 enfants ont été séparés de leurs familles: ils courent un risque majeur d'être recrutés par des milices, d'être victimes de violences ou d'abus.



600 cas de violence sexuelle ont été enregistrés affectant **350 filles et 4 garçons** depuis le début de la crise en août 2016 au Kasai central et au Kasai. La **stigmatisation et la peur** de représailles influencent la volonté à dénoncer, donc le nombre effectif de violations passe largement inaperçu.



Au moins 100 enfants ont été tués de janvier à mars 2017, et il y a un nombre alarmant d'**exécutions sommaires et extra-judiciaires**, affectant plusieurs enfants suspectés d'être associés aux milices.



91% manque de financement ce qui limite les acteurs de la protection de l'enfance dans leur réponse humanitaire.